Faire front : le Parti communiste algérien à Constantine (1946-1962)

Pierre-Jean LE FOLL-LUCIANI (1)

Le communisme algérien suscite depuis quelques années un regain d'intérêt, visible à travers la publication d'ouvrages historiques, mémoriels, biographiques ou littéraires[1]. Ces publications se distinguent à plusieurs titres des travaux antérieurs qui, dominés par l'histoire politique, étaient focalisés sur l'évolution de la ligne du Parti communiste algérien (PCA) et sur les rapports au sommet entre, d'une part, le PCA et le Parti communiste français (PCF), et, d'autre part, le PCA et les partis nationalistes algériens ; par ailleurs, ces travaux proposaient la plupart du temps un regard dépréciatif sur le PCA et sur ses incompréhensions et retards supposés ou réels quant à la question coloniale, à la question nationale ou à la lutte armée[2]. À l'inverse, les publications récentes se caractérisent par un regard dépassionné, et par des approches d'histoire sociale, reléguant – sans toutefois les ignorer – les questions de ligne et d'appareil pour s'intéresser aux pratiques et aux vécus des militants.

Ce regain d'intérêt peut s'expliquer par plusieurs éléments. D'une part, il est lié à un intérêt grandissant pour la diversité interne du Mouvement national algérien à l'époque coloniale – notamment lors de la courte décennie de foisonnement politique ayant précédé l'insurrection (1945-1954) – ainsi que pour la

---

(1) Agrégé et docteur en histoire, chercheur associé au CERHIO-Université Rennes 2, France.

1 Voir notamment Rebah, N. (2009), *Des chemins et des hommes*, Alger, Mille-Feuilles, 190 p. ; Sportisse, W. (2012), *Le Camp des oliviers. Parcours d'un communiste algérien. Entretiens avec* P.-J. le Foll-Luciani, Rennes, PUR, 337 p. ; Sempé, A. (2013), *Un instituteur communiste en Algérie, l'engagement et le combat (1936-1965)*, Cahors, La Louve, 464 p. ; Hadjerès, S. (2014), *Quand une nation s'éveille. Mémoires*, t. 1, *1928-1949*, Alger, INAS, 408 p. ; Drew, A. (2014), *We are no longer in France. Communists in colonial Algeria*, MUP, Manchester, 311 p. ; Le Foll-Luciani, P.-J. (2015), *Les juifs algériens dans la lutte anticoloniale. Trajectoires dissidentes (1934-1965)*, Rennes, PUR, 541 p. ; Andras, J. (2016), *De nos frères blessés*, Arles, Actes Sud, 140 p.

2 Voir notamment Sivan, E. (1976), *Communisme et nationalisme en Algérie 1920-1962*, Paris, FNSP, 262 p. ; Jurquet, J. (1984), *Algérie 1945-1954. Des élections à la lutte armée*, Paris, Marseille, Le monde en marche et les éditions du Centenaire, 443 p., et (1997), *Années de feu. Algérie 1954-1956*, Paris, l'Harmattan, 391 p.

question de la pluralité politique en Algérie indépendante[3]. D'autre part, l'expérience communiste présente une longévité organisationnelle unique dans le monde politique algérien : s'y intéresser, c'est étudier un parti et des militants qui ont été organisés sans discontinuer durant 42 ans à la période coloniale (1920-1962), puis sous des formes nouvelles jusqu'au début des années 1990. Enfin, ce regain d'intérêt peut être lié au renouvellement des questionnements historiographiques sur les sociétés coloniales, et notamment sur les interactions sociales entre « colonisés » et « colonisateurs » : le PCA étant le seul parti à regrouper des « musulmans » et des « Français d'Algérie » de toutes origines sur des bases anticolonialistes, le prendre comme objet d'histoire sociale peut permettre d'interroger la construction de rapports politico-affectifs durables par-delà les barrières de la société coloniale.

Ces problématiques seront ici traitées à travers un exemple : celui de Constantine, de la fin de la Seconde guerre mondiale à l'indépendance de l'Algérie. Des trois préfectures de l'Algérie colonisée, Constantine est la ville la plus « algérienne ». La population dite musulmane y est en effet majoritaire, dans des proportions de plus en plus importantes au cours du 20ème siècle[4]. Les habitants du centre de la ville sont eux-mêmes majoritairement musulmans, ce qui contribue à créer chez les Européens, dont le nombre a régressé depuis les années 1930 comme dans d'autres localités où ils se sentent assiégés, un sentiment minoritaire. Ce sentiment est d'autant plus important qu'un peu moins de la moitié des citoyens français de Constantine sont des juifs qui, réputés moins francisés qu'à Alger et Oran, vivent pour une part mêlés à des musulmans avec qui ils partagent *a minima* la langue arabe et la fréquentation de lieux de sociabilité communs dans la vieille ville.

[3] Trois thèses soutenues dans les dix dernières années en témoignent : Rahal, M. (2007), *L'Union démocratique du Manifeste algérien (1946-1956). Histoire d'un parti politique. L'autre nationalisme algérien*, Paris, INALCO, 478 p. ; Sidi Moussa, N. (2013), *Devenirs messalistes (1925-2013). Sociologie historique d'une aristocratie révolutionnaire*, Paris 1, 643 p. ; Guenoun, A. (2015), *Une conflictualité interne au nationalisme radical algérien : « la question berbère-kabyle » de la crise de 1949 à la lutte pour le pouvoir en 1962*, Paris 1.

[4] La ville compte 114 000 habitants dont 77 000 musulmans en 1948, et 144 000 habitants dont 103 000 musulmans en 1954. J'emploierai dans la suite de l'article les termes « musulmans », « juifs » et « Européens » pour désigner les populations de l'Algérie coloniale, tout en étant conscient que chacun de ces termes est problématique.

Cette configuration urbaine originale, combinée à la puissance du Mouvement national dans la région, explique certaines formes spécifiques de la vie associative et partisane parmi les musulmans constantinois[5]. Le PCA présente également à Constantine des originalités. Bien que minoritaires au sein du Mouvement national et disposant d'une influence limitée dans la ville, les communistes y déploient une activité constante des années 1920 à l'indépendance et constituent à la veille de 1954 la seconde force politique parmi la population musulmane[6]. Cet article se propose d'étudier l'évolution de la composition, de l'action et du rôle du PCA à Constantine en questionnant particulièrement sa place dans le Mouvement national, aussi bien durant la décennie d'après la Seconde guerre mondiale – marquée par des concurrences et des convergences entre mouvements anticolonialistes au sein d'un champ politique légal en effervescence – que pendant la Guerre d'indépendance – dominée par la clandestinité et un tête-à-tête avec le Front de libération nationale (FLN).

État des lieux. Le communisme à Constantine avant 1946

Une organisation communiste existe probablement à Constantine depuis la création de la Section française de l'Internationale communiste à Tours en 1920. Toutefois, c'est surtout à partir de 1935-1936, époque à laquelle le PC (devenu PCA en octobre 1936) s'inscrit dans le Front populaire et le Congrès musulman algérien, que le mouvement se développe de manière conséquente dans la ville. En 1936, alors que le PCA compte environ 5 000 membres dont 2 000 musulmans à l'échelle de l'Algérie[7], les militants seraient au nombre de 600 à Constantine, répartis en six cellules de quartier et probablement pour moitié musulmans[8]. Outre des agents des Postes télégraphes et téléphones (PTT) et des enseignants, relativement nombreux, la moitié de ces militants seraient des employés des Chemins de fer algériens (CFA). Par ailleurs, à la suite des émeutes antijuives d'août 1934 et dans un

[5] Rahal, M. (2007), *op. cit.*, p. 397-422.

[6] Le mouvement pour le triomphe des libertés démocratique (MTLD), vitrine légale du Parti du peuple algérien (PPA), compterait à l'échelle de l'Algérie environ 24 000 membres au début des années 1950 contre 12 000 au PCA (dont 6 à 7 000 musulmans) et peut-être 3 000 à l'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA).

[7] Archives nationales d'outre-mer (ANOM) Alger 91 4 I 18 : note de la Sûreté départementale d'Oran, 21 décembre 1937.

[8] ANOM Constantine B 3 670 : rapport de la préfecture, janvier 1939.

contexte d'antisémitisme européen exacerbé, de nombreuses notes de police font état à partir de 1935 de l'importance numérique de militants juifs au sein des Jeunesses communistes (JC) comme des Jeunesses socialistes – avec lesquelles les JC collaborent régulièrement[9]. À la suite de l'inflexion stratégique décidée par le Komintern, l'union antifasciste est en effet affirmée comme une priorité par le PCA, qui abandonne le mot d'ordre d'indépendance nationale, rejette les nationalistes de l'Étoile nord-africaine, revendique une égalité juridique dans le cadre étatique français et exprime sa confiance dans le gouvernement Front populaire. Cette ligne ne fait toutefois pas l'unanimité, et au congrès d'octobre 1936, les délégués de Constantine, menés par l'instituteur Paul Estorges, font partie de ceux qui critiquent l'absence de prises de positions et d'actions anticolonialistes du PCF et du gouvernement Front populaire[10].

Interdit en septembre 1939, le PCA, réduit à la clandestinité, est réprimé par la Troisième République puis par le régime de Vichy, d'autant plus qu'il revendique à nouveau, suivant les directives du Komintern et le souhait de militants locaux, l'indépendance nationale. À Constantine est ainsi signalée fin 1940 l'existence d'une imprimerie clandestine éditant des tracts en langue arabe et faisant la promotion du mot d'ordre d'indépendance ; malgré la répression, le parti maintient dans la ville une structure clandestine, essentiellement chargée de la diffusion de propagande et du soutien aux détenus politiques[11]. Mais dans les années 1943-1945, décisives quant à la recomposition du champ anticolonialiste, le PCA se place nettement hors du Mouvement national. Ayant mis à nouveau en retrait sa propagande indépendantiste après l'entrée en guerre de l'URSS – et plus encore après le débarquement allié de novembre 1942 et la prise en charge du parti par des dirigeants du PCF libérés des camps –, le PCA défend l'effort de guerre inconditionnel des colonisés, use d'un langage patriotique français et écarte toute possibilité d'évolution politique hors du cadre étatique français : pour le PCA, la construction d'une « France nouvelle » issue de la Résistance est une garantie de

[9] Les activités des JC et JS de Constantine en 1935-1937 sont évoquées dans de nombreux rapports conservés dans ANOM Constantine 93 4396 et B 3 326, 573 et 670.
[10] ANOM GGA 9 H 49 : rapport de la Sûreté départementale d'Alger, 20 octobre 1936, joignant le rapport du Congrès fondateur du PCA (16-18 octobre 1936).
[11] ANOM Constantine B 3 658.

progrès pour les Algériens[12]. Le parti refuse ainsi de se joindre aux Amis du Manifeste et de la Liberté et exclut des militants qui, tels les Constantinois Mohamed Bidi et Azouz Bouzid, lui en font le reproche[13]. Mais c'est surtout sa réaction immédiate aux massacres de mai 1945 qui marginalise le PCA dans le Mouvement national en plein bouillonnement : à la suite du PCF, le PCA tente d'expliquer ces événements par un « complot fasciste » qui aurait uni l'administration coloniale à des nationalistes du PPA qu'il qualifie d'« hitlériens »[14]. Malgré le lancement par le PCA de campagnes pour l'amnistie à partir de l'été 1945 – particulièrement actives dans le Constantinois d'où sont issus nombre d'emprisonnés –, ces positions pèsent lourdement sur l'avenir des relations entre communistes et nationalistes.

Radicalité et difficultés des communistes constantinois (1946-1954)

À Constantine comme dans le reste de l'Algérie, le congrès du PCA de juillet 1946 a d'importantes conséquences : rendant publique son « autocritique », le parti affirme la priorité à l'anticolonialisme et appelle à l'union des forces du Mouvement national. Toutefois, tout comme l'UDMA et à la différence du PPA-MTLD, il n'envisage pas de rupture étatique avec la France et revendique la création d'une assemblée et d'un gouvernement algériens au sein de l'Union française, pensée comme un cadre favorable d'évolution institutionnelle. La référence à l'Union française disparaît cependant au congrès de 1949, et en 1951-1952, tandis que l'expression « patrie algérienne » se banalise dans son vocabulaire, le PCA revendique sans équivoque l'indépendance nationale de l'Algérie dans ses congrès ainsi que dans de nombreux tracts, meetings et articles de sa presse centrale ou locale. Le préfet de Constantine souligne en 1951 l'existence de cette propagande indépendantiste à Constantine comme dans l'ensemble de la « région » du PCA dont Constantine est le siège et qui regroupe notamment les communistes de Kabylie et des Aurès, particulièrement imprégnés

[12] Cette ligne est défendue lors des conférences centrales du PCA légal, en août 1943 et septembre 1944.
[13] Entretien avec William Sportisse, 20 décembre 2010.
[14] ANOM Alger 91 4 I 19 : « À bas les provocateurs hitlériens ! », tract du PCA postérieur au 1er mai 1945 ; « Il n'y a pas de "Révolte Arabe" mais un complot fasciste : voilà la vérité ! », tract du PCA postérieur au 8 mai 1945.

de leur environnement nationaliste[15]. On peut sans doute parler ainsi d'une radicalité particulière des communistes du Constantinois quant à la question nationale. Henri Alleg affirme qu'à Constantine, au sein de l'Union de la jeunesse démocratique algérienne (UJDA), nouvelle mouture des JC qui met en avant un langage patriotique[16], apparaît dès 1946 le mot d'ordre d'indépendance[17]. William Sportisse, secrétaire de l'UJDA dans le Constantinois en 1946, confirme cette particularité, qu'il lie à la composition de l'UJDA dans la région : les adhérents y sont essentiellement de jeunes musulmans et, à Constantine, quelques jeunes juifs particulièrement disposés, après les discriminations subies sous Vichy, à se revendiquer d'une nouvelle patrie[18].

Les dirigeants et militants musulmans sont également majoritaires au sein du PCA de la ville, qui ne regroupe cependant en 1952 que 310 à 330 adhérents, organisés dans une dizaine de cellules[19]. Par ailleurs, selon William Sportisse, secrétaire régional du PCA de 1948 à 1952, les difficultés rencontrées à Alger par le PCA auprès de certains de ses militants non musulmans pour faire admettre ses positions sur la question nationale n'existent pas à Constantine. Plus qu'à Alger ou Oran, les militants européens et juifs y sont mêlés à des militants musulmans au sein de leurs cellules d'entreprise et de quartier. Ce fait est particulièrement évident dans les cellules des CFA – où la CGT est également très implantée[20] – et dans la section Lucien Sportisse. Regroupant les quartiers de la vieille ville, cette section est composée en 1952 d'environ 80 musulmans et 20 juifs qui, à la différence de la plupart des militants juifs d'Alger et Oran, sont arabophones et se rendent volontiers dans les cafés maures et d'autres lieux de sociabilité musulmans pour diffuser leur propagande. *Liberté* met d'ailleurs régulièrement à l'honneur deux jeunes poètes de

[15] ANOM Constantine 93 1112 : rapports mensuels de la préfecture, 1951.
[16] *Cf.* la « Charte nationale de la jeunesse » de l'UJDA publiée dans *La Jeune Algérie* n° 29, août 1946.
[17] Alleg, H. (2005), *Mémoire algérienne*, Paris, Stock, p. 130.
[18] Entretien avec William Sportisse, 13 mars 2007.
[19] ANOM GGA 10 CAB 112 : lettre de la région de Constantine au Comité central du PCA, 14 janvier 1952, indiquant les effectifs de militants (169 « arabo-berbères » et 144 « européens », 12 cellules), et 10 CAB 153 : note de la PRG, 17 octobre 1952, joignant la copie de documents du bureau du PCA (331 adhérents, 14 cellules).
[20] En 1952, les CFA de Constantine comptent 215 syndiqués à la CGT, ce qui en fait le premier secteur d'implantation pour le syndicat dans la ville (ANOM Constantine 93 1046 : rapports sur la CGT, 1952).

Constantine, Rolland Doukhan et Malek Haddad, qui chantent la patrie algérienne et décrivent un peuple indistinctement musulman et juif[21], tandis que l'orchestre judéo-musulman de cheikh Raymond joue dans les fêtes du PCA[22].

Dans une ville où l'administration se représente le monde social comme divisé en trois blocs raciaux – « musulmans », « français » et « israélites » –, le PCA apparaît ainsi comme l'un des rares espaces de sociabilité où se construisent des relations amicales et politiques qui se veulent égalitaires entre colonisés et citoyens de plein droit. Son influence apparaît toutefois bien plus limitée qu'à Alger et Oran au sein de la population française : s'il dispose d'élus municipaux en 1945 dans le collège « européen », le PCA obtient par la suite de faibles résultats dans une ville dominée par la droite et où la radicalité de ses discours anticolonialistes – y compris en période électorale[23] – ne trouve que peu d'échos parmi les habitants européens et juifs. Son influence est également limitée chez les musulmans – largement acquis au MTLD –, et si ses meetings, où s'expriment des arabophones et des francophones, rassemblent plusieurs centaines de sympathisants majoritairement musulmans, les réunions de la section du centre-ville ne rassemblent en général que quelques dizaines de militants actifs.

Bien plus, vers 1952-1954, le PCA, qui affirme que tous ses militants, quelles que soient leurs origines, sont des patriotes algériens en lutte pour l'indépendance, connaît des difficultés importantes qui transparaissent dans les discussions internes au parti. D'une part, son ambition d'être « un Parti National de masse » se heurte de l'aveu des communistes constantinois à « une insuffisance de la pénétration de la Politique nationale […]

[21] Doukhan, R., « Pour toi, mon peuple ! », *L'Algérien en France,* n° 8, novembre 1950, et « Rue de France », *Liberté*, 1er et 8 mars 1951 ; Haddad, M., et Doukhan, R. « À Kaddour Belkaïm, qui n'est pas mort », et Haddad, M., « Nos enfants en naissant ont déjà 120 ans », « Libération » et « À Kaddour Belkaïm… », *Liberté*, 27 juillet, 17 août et 14 septembre 1950, et 27 août 1953.

[22] C'est le cas en septembre 1949 et en septembre 1950 lors des fêtes des journaux du PCA.

[23] En 1951, José Aboulker, ancien dirigeant de la Résistance, déclare lors d'un meeting électoral devant plus de 300 Européens et juifs de Constantine : « Le Parti communiste expose en toute franchise son programme auquel il demeure fidèle même si certains points tel la formation d'une Algérie indépendante avec sa constitution et son parlement, doivent lui aliéner des suffrages » (ANOM GGA 10 CAB 112 : rapport de police du 12 juin 1951).

surtout dans les masses arabo-berbères », qu'ils attribuent à des activités trop « routinières », trop peu tournées vers les musulmans et vers l'union à la base avec les militants nationalistes, et de manière générale à « une sous-estimation de la puissance du Mouvement national »[24]. D'autre part, à cette époque, des militants européens et juifs se désengagent du PCA pour diverses raisons. Les RG affirment ainsi début 1953 que « de nombreux israélites de Constantine, militants du PCA, ont refusé leur carte d'adhésion au Parti pour l'année 1953 en raison de l'attitude adoptée par le Gouvernement Soviétique dans le "complot des médecins juifs" »[25]. Surtout, le PCA soutient verbalement les actions armées menées en Tunisie et au Maroc, qui posent en Algérie l'hypothèse d'une indépendance provoquée par des moyens violents qui n'épargneraient pas des civils français. Émile Attali, ouvrier qui milite dans le quartier juif depuis 1936, se souvient ainsi que la section du centre, qui comprenait « un nombre impressionnant de juifs » dans l'après-guerre, devient « plus ou moins squelettique, point de vue juifs »[26] à cette époque, des adhérents et sympathisants considérant que *Liberté* se transforme en journal pro-nationaliste. Lors d'une réunion du comité régional de juillet 1954, Gilbert Levy-Valensin, qui milite aussi depuis les années 1930, aurait également affirmé :

> « "Dans leur immense majorité, les militants communistes européens […] désapprouvent le terrorisme en Tunisie et appréhendent son extension à l'Algérie, sachant bien que leur appartenance au Parti Communiste les rendrait suspects aux uns, en tant qu'Européens et aux autres en tant que Communistes". L'orateur ne cacha d'ailleurs pas que le réflexe d'autodéfense semblait l'emporter actuellement, chez beaucoup de militants, sur l'idéologie du Parti »[27].

Si ces différenciations selon l'origine ne sont pas infondées, elles sont sans doute à relativiser au regard de critères générationnels et organisationnels, la plupart des Constantinois passés par l'UJDA depuis 1946 demeurant quelles que soient leurs

[24] ANOM Constantine 94 4318 : résolution et plan de travail adoptés par la conférence de section Lucien Sportisse du 27 janvier 1952, joints à une note de police du 18 février 1952.
[25] ANOM FM 81 F 759 : note non signée du 5 février 1953.
[26] Entretien avec Émile Attali, 16 février 2010.
[27] ANOM GGA 10 CAB 2 : rapport de la PRG, 7 juillet 1954.

origines des militants actifs du PCA et/ou du FLN jusqu'à l'indépendance. Par ailleurs, la méfiance envers les nationalistes doit être relativisée au regard des actions unitaires auxquelles participent les communistes.

Un parti intégré au Mouvement national (1946-1954)

Depuis l'été 1946, le PCA affirme sa volonté d'unité, et tente à plusieurs reprises d'impulser des actions qui visent à s'unir avec les nationalistes à la base – au sein des organisations communistes à base élargie (UJDA, Combattants de la paix, Amis de l'URSS ou d'*Alger Républicain*) – ou au sommet – au travers de comités et de fronts communs. Malgré les difficultés rencontrées par ces projets, liées de manière évidente à des désaccords politiques et à des luttes d'influence, existent indéniablement des liens de confiance mais aussi d'amitié entre militants des différentes organisations, qui indiquent que pour les acteurs du champ politique constantinois, le PCA est bien un membre du Mouvement national.

Ces liens se construisent notamment au sein des organisations de jeunesse. L'UJDA, sur le modèle des organisations à base élargie impulsées par les communistes en Europe, regroupe localement des nationalistes comme, à Constantine, Omar Khemisti, fondateur des Scouts musulmans algériens (SMA)[28]. Cette unité à la base se développe également lors des journées internationales de lutte contre le colonialisme, pendant les Républiques des jeunes – camps de jeunesse mêlant loisirs, activités culturelles et politiques et se présentant comme la préfiguration d'une République algérienne –, ainsi qu'à l'occasion des festivals de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique. Pour ces festivals, l'UJDA convie de jeunes nationalistes à composer la délégation nationale algérienne : à Constantine, des membres du MTLD, des SMA et de la JUDMA se rendent entre 1947 et 1955 aux festivals de Prague, Budapest, Berlin, Bucarest et Varsovie auprès d'une majorité de jeunes communistes[29]. La participation des jeunes du MTLD est cependant difficile à obtenir pour des projets pérennes, du fait d'une méfiance envers les communistes largement partagée au

[28] *Liberté*, 12 septembre 1946, et entretien avec William Sportisse, 23 novembre 2010.
[29] *Cf.* ANOM GGA 10 CAB 6 : listes de demandes de passeport des délégués du festival de Berlin (juillet 1951).

sein du MTLD mais aussi parmi les SMA[30] : après 1950, le Comité de la jeunesse de Constantine, qui organise plusieurs meetings, ne regroupe que l'UJDA, la JUDMA et les jeunes de la CGT, et les jeunes du MTLD sont également absents du Front national de la jeunesse algérienne lancé à Constantine en mars 1952, malgré la radicalité des jeunes communistes qui exaltent publiquement les luttes armées des peuples colonisés[31].

Des liens à la base existent également dans l'après-guerre avec l'association des Oulémas, notamment au sein des Combattants de la paix, organisation à base élargie impulsée par le Kominform après 1948 et qui participe en Algérie, tout en relayant la propagande soviétique de guerre froide, à la lutte indépendantiste[32]. C'est particulièrement le cas à Constantine, où le comité, surtout actif entre 1949 et 1951 et présidé par le « libéral » Désiré Siboni, a pour vice-présidents les cheikhs Ahmed Hamani et Ahmed Redha Houhou, dirigeants de l'association des Oulémas, qui s'y lient d'amitié avec des communistes et rejoignent certaines de leurs positions : entraînant dans des réunions des étudiants de l'Institut Ben Badis qu'il dirige, le cheikh Ahmed Redha Houhou s'enthousiasme par exemple pour le sort des musulmans en URSS[33].

Les relations au sommet se développent particulièrement dans les comités de lutte contre la répression – répression qui vise surtout les militants du MTLD, notamment au moment du démantèlement de l'Organisation spéciale (OS) en 1950. L'expérience de ces comités joue par la suite un rôle dans l'organisation du Front algérien pour la défense et le respect des libertés (FADRL) en juillet 1951, qui regroupe les différentes tendances du Mouvement national autour d'un programme limité contre la répression, pour la liberté d'opinion et pour les libertés électorales. Malgré plusieurs meetings unitaires – comme celui de janvier 1952 qui regroupe 1200 auditeurs très majoritairement

[30] *Cf. La Voix des jeunes*, journal des SMA, n° 7, novembre 1952.
[31] ANOM Constantine 93 1032, 4318, 1534 et 4161 : notes de la PRG, 6 mars 1950, 5 mars, 24 mars et 26 mai 1952.
[32] Sportisse, W., « Après la formation du comité d'initiative, comment s'organise la semaine de la Paix à Constantine, du 18 au 25 novembre », *Liberté,* 15 novembre 1951.
[33] *Liberté*, 7 et 28 septembre 1950 ; ANOM Constantine 93 1032 : note de la police, 7 décembre 1950 ; GGA 10 CAB 2 : note de la PRG, 4 janvier 1951.

musulmans à Constantine[34] –, l'expérience est de courte durée, du fait de méfiances réciproques, d'un désengagement de l'UDMA et de dissensions importantes notamment sur la question de la participation aux élections, le PCA refusant l'abstention prônée par le MTLD et l'UDMA aux élections cantonales d'octobre 1951. Les élections du second collège sont d'ailleurs l'occasion de coalitions à géométrie variable, comme lorsque le PCA et l'UDMA présentent une liste aux élections municipales de 1953 et l'emportent sans doute du fait de manipulations de la municipalité visant à écarter les élus MTLD présents à la mairie depuis 1947[35].

Tous ces éléments témoignent de l'intégration des communistes au jeu politique du Mouvement national dans les années qui précèdent la Guerre d'indépendance. Mais tout comme l'UDMA et à la différence des membres du PPA-MTLD, le PCA reste précisément attaché à un jeu politique légal : s'il demande l'élection d'un parlement algérien qui négociera les relations de l'Algérie avec la France, il n'envisage pas – ni publiquement, ni secrètement – le déclenchement d'actions pouvant conduire à une indépendance immédiate. Cela n'empêche pas nombre de ses militants d'être favorables à une lutte armée – et de l'exprimer parfois publiquement à mots couverts[36] –, mais les communistes sont indéniablement pris de court par l'insurrection de novembre 1954.

Un parti vulnérable face à la répression (1954-1956)

Les actions armées du 1er Novembre, décidées par le FLN qui signe ainsi son acte de naissance, ont de lourdes conséquences pour le PCA. Par manque d'information, par fantasme anticommuniste et/ou pour des raisons stratégiques dans le cadre de la guerre froide, les autorités françaises attribuent en effet en partie le déclenchement de l'insurrection aux communistes. Dans le Constantinois, les RG tentent ainsi dès le 17 novembre de recueillir

[34] ANOM GGA 10 CAB 3 : note de la police, 29 janvier 1952.

[35] Siari Tengour, O. (2004), « La municipalité de Constantine de 1947 à 1962 », *Bulletin de l'IHTP*, n° 83.

[36] Lors d'un meeting rassemblant 400 personnes à Constantine en 1952, Ahmed Akkache exalte ainsi les « sacrifices » que doivent accomplir les « ardents patriotes algériens » pour « chasser du patrimoine national les colonialistes oppresseurs et exploiteurs » (ANOM GGA 10 CAB 112 : notes de la police et de la PRG, 31 mars 1952).

des « indices concernant la position du Parti Communiste Algérien à l'égard du mouvement terroriste d'inspiration séparatiste », afin d'y déceler une « collusion » avec le FLN[37]. Les premières mesures anticommunistes liées à la guerre ne s'abattent cependant qu'au printemps 1955, et suivent globalement le même rythme dans toute l'Algérie, même si les premiers réseaux clandestins du PCA sont plus vite démantelés à Constantine qu'à Alger ou Oran.

Début juillet 1955, treize militants, considérés comme des dirigeants, sont arrêtés et traités différemment selon leur statut juridique : les « Français-musulmans », parmi lesquels les conseillers municipaux Azzedine Mazri, Arezki Brahimi et Hocine Messad, sont internés dans des camps tandis que les « Français » sont interdits de séjour dans le département[38]. Après la dissolution du PCA en septembre 1955, la répression s'accentue en prenant prétexte d'événements qui touchent Constantine ou le reste de l'Algérie. Après l'arrestation d'un groupe de militants passés à la lutte armée dans la ville en décembre 1955, d'autres interdictions de séjour sont prononcées contre des communistes constantinois en mars 1956, à la suite de l'assassinat par le FLN du commissaire de police Sammarcelli, qui entraîne également des exécutions extralégales de militants dont les communistes Ali Boudour et Ali Nezeri[39]. Des militants suspectés d'avoir reconstitué le PCA sont arrêtés au moment de la désertion du soldat communiste algérois Henri Maillot en avril 1956[40], et au 15 juin, au moins 114 communistes de la région ont fait l'objet de mesures administratives : 59 communistes « français-musulmans » ont été « assignés à résidence » dans des camps et huit autres interdits de séjour, et 47 militants « français » ont été interdits de séjour et seront, pour certains, envoyés au camp d'internement de Lodi[41]. Fin 1956, l'arrestation de communistes algérois et oranais impliqués dans la lutte armée entraîne d'autres mesures, mais après l'arrestation de 50 nouveaux militants le 18 novembre

[37] ANOM Constantine 93 3 F 23 : rapport de la PRG, 17 novembre 1954.
[38] ANOM Constantine 93 4318 : tract du PCA protestant contre ces arrestations.
[39] ANOM Constantine 93 4193 : liste manuscrite de militants assassinés les 29 et 30 mars 1956, et liste d'interdictions de séjour dans les départements de Bône et Constantine prononcées le 31 mars 1956.
[40] ANOM Alger 91 4 I 217 : liste de militants communistes constantinois interdits de séjour dans le département d'Alger, établie par la préfecture d'Alger le 17 avril 1956.
[41] ANOM Constantine 93 3 F 23 : liste de militants communistes des départements de Constantine et Bône interdits de séjour et assignés à résidence, 15 juin 1956.

1956, le préfet de Constantine estime qu'elles sont suffisantes pour « entraver l'action criminelle » du PCA, dont il affirme – en contradiction avec la réalité et plusieurs rapports des RG[42] – que la « collusion » avec le FLN n'a jamais été détectée dans le Constantinois[43]. Indépendamment de toute preuve d'action en faveur de l'insurrection, la répression est donc importante dès les premiers mois de la guerre envers le PCA à Constantine. Il est clair que son mode d'organisation et de recrutement au grand jour, lié à son acception du jeu politique légal avant 1954, l'a rendu très vulnérable.

Le parti légal et la lutte armée (1954-1955)

Malgré la nécessité constante de se réorganiser à mesure que la répression progresse, les communistes de la ville agissent et se positionnent face à l'insurrection. Après novembre 1954, dans ses proclamations publiques, le PCA, à l'image des autres tendances encore légales du mouvement national, rend le colonialisme français responsable du passage à la violence, demande la satisfaction des aspirations des Algériens, et condamne la répression, ce qui entraîne la saisie de ses journaux[44]. Son attitude immédiate face à l'insurrection a fait couler beaucoup d'encre, car le PCA reprend dans certains textes, jusqu'en avril 1955 et tout en approuvant parfois les actions armées des maquis[45], les termes d'une proclamation du PCF mettant en garde contre des attentats qualifiés d'« actes individuels » dont il se demande s'ils ne sont pas l'œuvre de « provocateurs »[46]. Il convient toutefois de se détacher des proclamations écrites – qui s'inscrivent dans un cadre légal – pour se pencher sur les décisions des premiers mois de l'insurrection. Il est en effet évident que si certains militants s'écartent de la lutte anticolonialiste après le déclenchement de la lutte armée, celle-ci enthousiasme de nombreux communistes qui désirent la rejoindre ou la soutenir.

---

[42] ANOM Constantine 932 40 : rapport de la PRG de Batna, 4 mai 1956.
[43] ANOM GGA 12 CAB 196 : télégramme de Maurice Papon au ministre résident en Algérie, 24 novembre 1956.
[44] Déclaration du Bureau politique du PCA publiée dans *Liberté*, 4 novembre 1954.
[45] Le Comité central du 14 novembre affirme que les actions des maquis des Aurès sont liées aux « masses » et qu'« il ne s'agit pas d'une provocation, ni d'un complot colonialiste, mais d'un mouvement algérien » (*Liberté*, 18 novembre 1954).
[46] *L'Humanité*, 9 novembre 1954. *Cf. Liberté*, 13 janvier, 17 février et 14 avril 1955.

À Constantine, ce soutien se manifeste d'abord, sous une forme légale ou semi-légale, par l'organisation de la solidarité financière envers les familles victimes de la répression[47], et par des articles de presse et des tracts comme ceux qui condamnent en juillet 1955 la répression qui s'exerce contre les « patriotes algériens » et réclament « la satisfaction des aspirations nationales du peuple algérien » par des négociations avec ses « représentants authentiques »[48]. Le PCA envoie également des militants participer à la campagne électorale offensive menée dans les Aurès par l'avocat Laïd Lamrani à l'occasion des élections cantonales d'avril 1955. Ainsi, à Biskra, le 25 mars 1955, c'est devant 600 personnes dont un grand nombre de militants du MTLD (dissous depuis Novembre 1954) qu'Ahmed Akkache décrit les opérations de guerre de l'armée française et affirme, en des termes qui ne font aucun doute quant à son soutien – ne serait-ce que verbal – à l'insurrection, que le communisme qui a contribué à « [détruire] Hitler, Mussolini, Pétain et Laval […] détruira de même le colonialisme en Algérie comme il l'a détruit en Indochine »[49].

Le volet clandestin de l'action du parti avant sa dissolution est plus difficile à saisir, et il est l'objet de controverses, certains auteurs affirmant que les communistes qui ont rejoint l'Armée de libération nationale (ALN) l'ont fait contre (ou sans) l'avis de leur parti, les autres affirmant que le PCA les y a encouragés. Les deux cas de figure se rencontrent en réalité, mais dès la fin 1954, des dirigeants du PCA encouragent des militants à organiser un soutien logistique et à rejoindre le maquis là où ils le peuvent. Les communistes disposent immédiatement de contacts individuels avec les maquis du Constantinois : dans les Aurès, le communiste Sadek Chebchoub organise des groupes armés, et des militants traqués ou volontaires montent au maquis courant 1955, notamment par l'intermédiaire de Mahfoud Remita, cheminot communiste à Ouled Rahmoun et agent de liaison de l'ALN[50]. Pour les services de renseignements, il ne fait aucun doute à l'été 1955 que des dirigeants des Aurès comme Mohamed Guerrouf, Laïd Lamrani et Maurice Laban sont passés au maquis – ce qui est vrai pour les deux premiers –, et les RG affirment en mai 1956 que « la participation des dirigeants du PCA à la lutte

[47] ANOM Constantine 93 3 F 23 : notes de la PRG, 5 et 17 mai 1956.
[48] ANOM Constantine 93 4318 : tracts du PCA de Constantine, juillet 1955.
[49] ANOM Aurès 932 40 : note de la police de Biskra, 26 mars 1955.
[50] Entretien avec William Sportisse, 10 janvier 2011.

pour la Libération Nationale est effective dans [les Aurès] depuis le début des événements de Novembre 1954, et n'a fait que s'intensifier depuis »[51].

Cependant, en-dehors de ces liens individuels, le PCA rencontre des difficultés pour se faire reconnaître par le FLN, et des communistes peinent à se faire accepter dans les maquis. La peur du noyautage et l'anticommunisme largement répandus dans les rangs de l'ALN conduisent à la fermeture de certains maquis aux communistes, voire à l'assassinat de militants comme Laïd Lamrani, Georges Raffini ou Georges Counillon dans les Aurès à la fin 1955. Face à ces difficultés, Sadek Hadjerès et Bachir Hadj Ali, dirigeants du PCA, sont chargés à partir de février 1955 de mettre sur pied des organisations armées communistes autonomes : l'idée, en constituant ces Combattants de la libération (CDL), est de donner des gages de « patriotisme » au FLN et de lui faire admettre la participation du PCA au Front, étant entendu que le PCA souhaite se maintenir comme parti, pour développer ses idées et préserver sa structure dans la perspective d'un retour à la légalité après l'indépendance.

Sadek Hadjerès se souvient s'être rendu à Constantine en mai 1955 à l'occasion d'un bureau régional du PCA et y avoir contacté individuellement de potentiels combattants[52]. De fait, un réseau CDL est mis sur pied après l'été 1955, peut-être avant la dissolution du PCA. Dirigé par Selim Mohamedia, ancien secrétaire régional du PCA, il comprend notamment des cheminots et des employés des PTT et de l'EGA (Électricité et gaz d'Algérie) dont Tahar Belkhodja, Saïd Zitouni, André Martinez, Roland Siméon et Marthe Chouraqui. Fin 1955, le réseau est démantelé et la police découvre des documents à en-tête « Combattants de la libération nationale », des pistolets et des grenades. D'après l'audition d'un militant, les attentats que souhaitait perpétrer le groupe contre la police avaient « pour but de créer un choc psychologique permettant par la suite au PCA de "gagner" sa place au sein du "Front de libération nationale" »[53]. Le démantèlement de ce réseau semble mettre fin, à Constantine, aux velléités d'actions armées du PCA, qui plus est décapité de sa direction clandestine.

[51] ANOM Aurès 932 40 : rapport de la PRG de Batna, 4 mai 1956.
[52] Entretien avec Sadek Hadjerès, 10 décembre 2010.
[53] ANOM Constantine 93 151 : « Constitution à Constantine d'une cellule terroriste d'obédience communiste et reconstitution de ligue dissoute », rapports de police, 29-30 décembre 1955.

La question d'une organisation armée autonome ne se pose plus après l'accord conclu en juillet 1956 entre le FLN et le PCA, en vertu duquel le PCA se maintient comme organisation politique, ses militants armés étant appelés à entrer individuellement, et sans plus garder de lien avec leur parti, au sein de l'ALN. C'est dans ce contexte qu'un nouveau noyau du PCA clandestin est mis en place à Constantine dans le second trimestre de l'année 1956.

Le noyau clandestin, « véritable image du peuple algérien » communiste (1956-1962)

De retour de Budapest où il a dirigé en 1954-1955 une émission des communistes maghrébins en langue arabe qui a cessé sous pression du gouvernement français, William Sportisse arrive à Constantine en mars 1956 pour reconstituer le PCA. Bien que membre d'une famille communiste connue dans la ville – une rue porte le nom de son frère Lucien, assassiné en tant que Résistant à Lyon en 1944, et son frère Bernard a été candidat à plusieurs élections et a été expulsé du département en juillet 1955 –, William Sportisse dispose de plusieurs atouts pour mener à bien cette tâche. Né en 1923, il consacre sa vie au PCA depuis 1945 et décide, début 1956, de sacrifier sa vie familiale – il est le père de deux jeunes enfants – pour entrer en clandestinité. Ayant grandi dans une famille juive arabophone et capable de rédiger des documents en français comme en arabe, il cumule de surcroît une expérience de journaliste et d'organisateur politique et connaît les militants de Constantine et de la région. Enfin, entré au PCA en 1940, il dispose d'une première expérience de clandestinité sous Vichy[54].

Arrivé dans une ville quadrillée par des agents de renseignements qui surveillent de près les militants communistes connus qui n'ont pas encore été arrêtés[55], William Sportisse doit d'abord assurer sa propre sécurité. Plongé dans une clandestinité totale, il lui faut disposer de faux papiers, changer son apparence physique, et s'assurer un nombre suffisant de planques, avant de prendre contact avec des militants pour constituer son réseau.

[54] *Cf.* Sportisse, W., *op. cit.*
[55] ANOM Constantine 93 4318 : note de la direction de la Sûreté, 6 juillet 1956 ; 93 3 F 23 : notes de la PRG, 16 avril, 5 et 22 mai 1956 ; 93 151 : notes de la PRG, 8 juin et 17 septembre 1956.

S'éloignant des militants qu'il sait surveillés et qui se voient confier des tâches semi-légales, il choisit des agents de liaison et des hébergeurs discrets comme la famille Melki, qui réside dans le quartier juif et dont l'un des fils, Jean-Claude, avocat non connu comme communiste, assure la défense des CDL, ce qui lui permet d'effectuer la liaison entre les dirigeants emprisonnés et la nouvelle direction. Ses autres planques s'appuient sur des solidarités familiales, amicales et politiques : il est hébergé chez son père, chez ses sœurs, chez des militants connus comme le cheminot Saïd Zitouni et les frères Mazri (après leur sortie de camp), ou chez des militants inconnus dans la ville comme les instituteurs Jeanine Caraguel et Guy Fève (qui adhèrent pendant la guerre) ou le journaliste Jean-Pierre Saïd (venu clandestinement d'Alger en 1960).

Pouvant lui-même se fondre dans différents milieux – nommé Omar dans la clandestinité, il est identifié comme musulman dans des familles qui l'hébergent –, William Sportisse est ainsi entouré, dans ce noyau de quelques dizaines de membres, de militants de toutes origines. Étudiant le réseau des CDL oranais, la Direction de la surveillance du territoire (DST) remarque que ses membres ont également « les origines les plus diverses » et se demande si cette diversité correspond au souhait affirmé par les communistes que leur organisation soit « une véritable image du peuple algérien »[56]. Il est évident que le critère premier du recrutement est politique, mais les communistes ont bien conscience que la composition de leur organisation est un symbole pour la défense en actes de l'Algérie à laquelle ils aspirent. William Sportisse insiste sur ce point en 1957 dans un hommage à Raymonde Peschard, communiste constantinoise morte au maquis[57]. Les quelques militants européens et juifs du noyau revendiquent alors sans hésitation leur appartenance au peuple algérien, et tentent de convaincre d'autres non-musulmans qu'une cohabitation est possible en Algérie décolonisée s'ils s'engagent contre la guerre. Cette perspective est toutefois bien incertaine, notamment à Constantine où les tensions politico-ethniques sont avivées par l'armée française, les ultras européens et juifs et les attentats

[56] *Un exemple de l'action clandestine du Parti communiste en Algérie : Le réseau oranais,* mémoire de la DST, sans date, joint à ANOM FM 81 F 759.

[57] « Raymonde Peschard restera vivante dans le cœur des Algériens », *Le Patriote*, décembre 1957.

indifférenciés du FLN ou d'individus isolés. L'une des premières actions du réseau est d'ailleurs la diffusion d'un tract adressé aux « Algériens d'origine arabe et israélite »[58], en réaction aux assassinats aveugles de musulmans commis par de jeunes juifs après un attentat à la grenade perpétré par l'ALN dans un café juif en mai 1956. Par la suite et jusqu'à leur départ massif en 1961-1962, les juifs de la ville sont l'objet d'une action et d'une propagande spécifiques, du fait d'initiatives de jeunes militants juifs comme Hubert Hannoun, André Beckouche et Jean-Claude Melki, anciens condisciples du lycée de Constantine.

Une politique de « front » : propagande de parti et soutien au maquis (1956-1962)

Le noyau clandestin se met en route vers avril 1956, et en dépit de périodes plus ou moins favorables, son action est continue de la mi-1956 à 1962. L'efficacité de la structure se lit en creux dans les archives de police. Les rapports rédigés entre 1957 et 1962 soulignent le plus souvent la faible activité du PCA, et s'en tiennent toujours à la surveillance du même noyau militant supposé[59]. Ils concèdent toutefois qu'ils n'ont pu « déterminer avec certitude la provenance exacte [des] brochures » diffusées à Constantine, et émettent l'hypothèse que « les tracts sont ramenés d'Alger par les cheminots communistes »[60]. En réalité – et cela n'échappe pas aux autorités qui montrent parfois leur agacement[61] –, les Constantinois ont mis en place leurs propres organes de 5 à 10 pages en langue française – *Le Patriote* et *Études et documents* – pour faire face aux coupures ponctuelles des liaisons avec Alger et pour affirmer l'existence du PCA dans la ville. À ces bulletins à la périodicité plus ou moins régulière – au moins 17 numéros du *Patriote* paraissent entre 1957 et 1961 – s'ajoutent la reproduction de publications venues d'Alger (*Liberté-Al Hourya*, *Réalités algériennes et marxisme*, tracts et communiqués de la direction du PCA), ainsi que des tracts bilingues comme le programme de réforme agraire qui, diffusé à partir de 1959,

[58] « À propos des journées des 12 et 13 mai 1956 », tract du PCA de Constantine joint à ANOM Constantine 93 3 F 23 : notes de la police et de la PRG, 21 et 22 mai 1956.
[59] ANOM Constantine 93 3 F 23 : enquêtes sur l'activité du PCA, 1957 ; 93 4399 : rapport sur l'activité du PCA, 1959.
[60] ANOM Constantine 93 3 F 24 : notes d'information des RG sur le PCA, avril 1962.
[61] ANOM Constantine 93 4421 : note de la PRG, 7 juillet 1959.

présente une forme particulièrement soignée[62]. Ce souci esthétique amène les services de renseignements à croire que le PCA dispose d'un matériel sophistiqué dont plusieurs ronéos[63], de même d'ailleurs que des militants du FLN, qui obtiennent des communistes qu'ils tirent des tracts du Front[64].

Cette propagande témoigne des inflexions survenues pendant la guerre dans les représentations que les militants communistes se font d'eux-mêmes et de leur parti. William Sportisse, habitué à utiliser l'expression « patriote algérien » pour désigner les nationalistes et les communistes dès avant 1954 et se vivant sans complexe comme un Algérien, décide de nommer l'organe du PCA clandestin *Le Patriote*, à la fois en hommage à son frère Lucien – qui dirigeait un organe résistant du même nom à Lyon lorsqu'il a été assassiné par des agents français de la Gestapo – et pour insister auprès des lecteurs sur l'engagement « national » du PCA, également affirmé à travers un vocabulaire très appuyé (« insurrection nationale de notre peuple », « nos richesses nationales », « nos compatriotes », « nos frères », etc.) et un en-tête composé de la faucille et du marteau d'un côté, et du croissant et de l'étoile de l'autre[65]. *Le Patriote* apparaît comme l'organe d'un parti s'inscrivant déjà dans le jeu politique d'un nouvel État : le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) est considéré par les communistes comme leur gouvernement et l'ALN comme leur armée nationale, et William Sportisse exalte les attaques des « vaillants moudjahidines »[66] contre l'armée française. Cette propagande témoigne aussi du fait que se représentant comme les citoyens d'un État algérien, les communistes n'en souhaitent pas moins conserver leur indépendance par rapport au FLN. Outre les contenus de ses programmes économiques et sociaux, l'indépendance politique revendiquée par le PCA apparaît dans des textes adressés au FLN-ALN, où sont par exemple critiquées, en 1956-1957, les actions armées indifférenciées contre des civils[67], et, en mai 1962, les

[62] ANOM Alger 91 3 F 44 : note de la PRG de Tizi-Ouzou, 27 mars 1959.
[63] ANOM Constantine 93 3 F 23 : note de la PRG, 26 novembre 1958.
[64] Entretien avec William Sportisse, 27 février 2007.
[65] Expressions tirées du *Patriote*, novembre 1957, et n° 12, décembre 1958.
[66] « Le peuple algérien boycottera le référendum », *Le Patriote*, n° 10, septembre 1958.
[67] « À propos des journées… », déjà cité ; lettre d'un communiste constantinois à un responsable de l'ALN, sans date, 4 p. (Service historique de la défense, 1 H 1609-1).

« méthodes autoritaires héritées de la dure période de la guerre », qui devraient laisser place à la « démocratie » comme pratique quotidienne, depuis les « petites assemblées et réunions » de quartier jusqu'aux institutions du pays[68].

Ce travail de propagande est articulé à un soutien direct à l'ALN : les relations au sommet étant inexistantes entre PCA et FLN dans le Constantinois, les communistes apportent un soutien matériel aux maquis avec lesquels ils ont un contact à la base, notamment dans la région de Oued Athmenia. Ils livrent armes, uniformes, chaussures et médicaments qu'ils achètent, fabriquent ou subtilisent, comme le prouvent les attestations de moudjahidine de ces maquis certifiant qu'un militant du réseau a effectué de telles livraisons entre 1959 et 1962[69].

Il s'agit bien pour le PCA de défendre l'existence d'un véritable front, reposant certes sur une unité devant l'objectif commun d'insurrection et d'indépendance, mais acceptant en son sein une diversité d'organisations – donc la confrontation des idées et des perspectives politiques. Si elle n'est pas acceptée par le FLN à l'échelle centrale – malgré les accords de 1956 –, cette politique de front existe donc bien en pratique, localement. William Sportisse affirme d'ailleurs avoir reçu des lettres du maquis remerciant les « camarades communistes » en tant que tels, et se souvient d'une lettre dans laquelle un responsable de maquis déclarait souhaiter que le PCA soit « le plus fort parti » à l'indépendance[70] – les RG de Constantine notant pour leur part en avril 1962 que la propagande du PCA, « habilement faite, paraît actuellement trouver un champ d'expansion favorable parmi les couches musulmanes pro-FLN »[71].

De fait, malgré les entraves dressées par les autorités algériennes à l'été 1962, la persistance du parti durant la guerre a donné des bases organisationnelles et une certaine légitimité au PCA, qui semble avoir connu un certain engouement, notamment à

[68] « Pour mieux mobiliser notre peuple », tract de la région de Constantine du PCA, 7 mai 1962 (joint à ANOM Constantine 93 3 F 24 : note de la PRG, 11 mai 1962).
[69] Attestations de deux anciens responsables de la Wilaya II, datées des 18 et 26 septembre 1963, certifiant que des livraisons d'armes, de tenues militaires, de médicaments, d'argent et de machines à écrire ainsi que des tirages de tracts du FLN ont été effectués de 1959 à 1962 par X…, militant communiste de Constantine (archives privées).
[70] Entretien avec William Sportisse, 13 mars 2007.
[71] ANOM Constantine 93 3 F 24 : notes d'information des RG sur le PCA, avril 1962.

Constantine, dans les premières semaines de l'indépendance. Mais le gouvernement algérien y coupe rapidement court en interdisant le PCA fin novembre 1962 et en cherchant à neutraliser ou à détacher les communistes de leur parti pour qu'ils rejoignent le parti unique. Bien plus, après le coup d'État du 19 juin 1965 et la participation de communistes à l'Organisation de la Résistance Populaire (ORP) – qui tente une opposition au coup d'État, brutalement réprimée –, le régime nie la participation du PCA à la lutte indépendantiste, l'accuse d'avoir toujours nié l'existence d'une nation algérienne ou encore d'avoir envoyé ses militants « saboter » les maquis dans les Aurès en 1955[72]. Confrontés à cet ostracisme et à cette négation de leur apport à la lutte anticolonialiste, les communistes n'en demeurent pas moins attachés à l'idée d'un « Front démocratique et populaire »[73] multipartiste et incluant le FLN, qu'ils défendent à nouveau dans la clandestinité à partir de 1966 au sein du Parti de l'avant-garde socialiste.

[72] A. K. et B. A., « La trahison démasquée », *Révolution africaine*, 25 septembre 1965. *Cf.* aussi *El Moudjahid*, 22, 23, 24, 25, 27 et 28 septembre 1965.

[73] « Pour une issue démocratique et pacifique à la crise ouverte le 19 juin », plate-forme de l'ORP, 26 janvier 1966, citée dans *L'Algérie six ans après l'indépendance. Le Parti de l'Avant-Garde Socialiste répond à 5 questions d'actualité. Alger, 7 juin 1968*, 30 p.